NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Organisation Terre et Culture.

Terre et Culture • Land and Culture

OTC

ԵՐԿԻՐ ԵՒ ՄՇԱԿՈՒՅԹ

CAMPAGNES 2022

MEGHRI

CAMPAGNE RESTAURATION ÉGLISE SAINT-JEAN

SIUNIK, ARMÉNIE

Programme

Participation aux travaux de terrassement et de reconstruction des murs

Dates

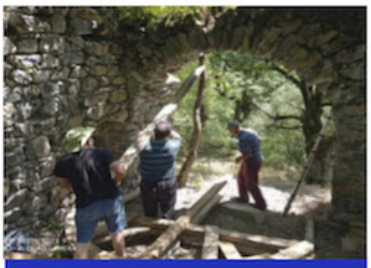
1-27 août

Possibilités de participation de 2 semaines ou plus

Tarif:

350 € pour 2 semaines

500 € pour 1 mois



BEKH

CAMPAGNE CONSERVATION MONASTÈRE DE DANTZAPARAKH

SIUNIK, ARMÉNIE

Programme

Participation aux travaux de consolidation du monument et de fouilles archéologiques

Dates

Participation de 2 semaines

entre 1-27 août

Tarif:

350 € pour 2 semaines

STEPANAVAN

CAMPAGNE ENFANCE

LORI, ARMÉNIE

Programme

Animation d'un centre aéré pour les enfants de Stépanavan

Dates

6 au 20 août 2022

Tarif: 300 €

1.Radio France

5 juin 2022

Par Sébastien de Courtois

Le Haut-Karabagh, avec Haroutioun Khatchadourian (radiofrance.fr)

Le Haut-Karabagh, avec Haroutioun Khatchadourian

Résumé

Depuis la guerre des 43 jours lancée l’année dernière par l’Azerbaïdjan, le patrimoine arménien du Haut-Karabagh a été mis gravement en danger, notamment dans les zones passées sous contrôle azerbaïdjanais. Une situation qui ne rencontre dans la communauté internationale qu'une faible mobilisation.

En savoir plus

Haroutioun Khatchadourian est rédacteur d’un inventaire pour l’UNESCO sur le Patrimoine immobilier du Haut Karabagh. Il a suivi l’enseignement sur les arts arméniens à l’INALCO de Jean-Michel Thierry, et a effectué plusieurs missions en Arménie, en Turquie et en Iran dans le but de mener un travail archéologique sur les khatchkars, les pierres à croix arméniennes.

Khatchkar dressé sur piédestal, XIIIe siècle, gavit, monastère de Sanahin – Beko

Ses recherches concernent donc les khatchkars (typologie, ornements, histoire…) mais aussi plus généralement le patrimoine arménien, dans son aspect politique de gestion et non d'histoire de l’art.

"*Les sites du Haut Karabagh sont clairement menacés. Une église arménienne sans inscriptions arméniennes, sans croix ni iconographie (sculptée ou murale) distinctement arméniennes, et même sans décorations ressemblant aux stèles en pierre arméniennes (les khachkar, croix en pierre accompagnées de desseins décoratifs) conforterait la mythologie azerbaidjanaise concernant l'histoire du Caucase du sud. Ce révisionnisme historique se base sur l'idée que tous les sites chrétiens du Karabagh seraient non pas arméniens, mais albaniens, en référence à l'antique royaume chrétien d'Albanie qui occupait les plaines à l'est du Karabagh. Le royaume fut aboli par les Perses en 510 environs, tandis que sa langue, d'origine caucasique, s'est évanouie vers le neuvième siècle. Depuis lors, les chrétiens restant sur le territoire de l'ancien royaume parlaient pour la plupart en arménien. Cependant, les Azbaidjanais nient tout rapport existant entre l'Albanie et l'Arménie. Cette thèse permet à Bakou de délégitimer toute présence culturelle arménienne sur son territoire ; bien évidemment, il est plus aisé de manipuler le passé d'une civilisation chrétienne morte (albanaise) que de reconnaître des liens profonds existant entre leur propre pays et une chrétienté vivante. Lorsque le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev et d'autres dirigeants azerbaidjanais comme le vice-ministre de la Culture Anar Karimov déclarent aujourd'hui leur intention de* "*conserver les monuments historiques chrétiens*" *sur les territoires conquis, sans jamais reconnaître leur identité arménienne, ils projettent, en réalité, un vaste programme de génocide culturel* "(1). (in *L'art des* khatchkars*, les pierres à croix arméniennes d'Ispahan et de Jérusalem*, édition Geuthner, 2014, Paris).

"*Pour ne pas attirer l'attention de la communauté internationale, ce programme d'effacement des traces arméniennes risque d'être réalisé de façon graduelle. Il affectera tout d'abord des églises et des cimetières moins connus. Des monuments qui racontent l'histoire d'un monde qui s'étendait jadis de la chaîne du Grand Caucase jusqu'à la Méditerranée, et dont les Arméniens (ainsi que d'autres Chrétiens parlant l'arménien et célébrant leur culte en arménien, comme les Albaniens du Caucase notamment) étaient des acteurs éminents (en tant qu'artistes, historiens, architectes, écrivains) encourent donc le danger d'être anéantis pour conforter l'historiographie mythologique de l'Azerbaïdjan dont le nationalisme s'est construit en grande partie sur la haine des Arméniens.*

"*Depuis des dizaines d'années, on a observé que l'Azerbaïdjan efface méthodiquement toute trace de la mémoire arménienne de la région. Chaque fois*

que, par exemple, une inscription est identifiée comme arménienne, elle est effacée sur le champ. C'est ainsi qu'au cours des dernières trois décennies, d'innombrables églises, inscriptions et croix sculptées sur le territoire de l'Azerbaïdjan ont disparu" (2). (in *Localités et biens cultuels arméniens dans la Turquie ottomane – Un patrimoine en destruction*, édition UIOTC, 2016, Paris).

Le Haut-Karabagh, avec Haroutioun Khatchadourian (radiofrance.fr)

2.Le Courrier d'Erevan

6 juin 2022

Le Comité du Conseil de sécurité de l'OTSC se réunit à Erevan (courrier.am)

Le Comité du Conseil de sécurité de l'OTSC se réunit à Erevan

Erevan accueille ce lundi 6 juin la session du Comité des secrétaires des conseils de sécurité de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), dirigée par le secrétaire du Conseil de sécurité de l'Arménie, président du Comité des secrétaires des conseils de sécurité de l'OTSC, Armen Grigoryan, a déclaré son bureau.

Au cours des sessions restreintes et élargies, la situation dans la zone de responsabilité de l'OTSC, les mesures visant à éliminer les défis et les menaces en matière de sécurité auxquels sont confrontés les États membres de l'OTSC, ainsi que d'autres questions seront examinées.

À la fin de la session, le Président du Comité des secrétaires du Conseil de sécurité de l'OTSC et le Secrétaire général de l'OTSC feront une déclaration.

3.Le Courrier d'Erevan

2 juin 2022

Charles Michel déplore les "suppositions" de Bakou (courrier.am)

Charles Michel déplore les "suppositions" de Bakou

Dans un discours particulièrement violent et manipulateur, Ilham Aliyev avait provoqué, à la veille du week-end dernier, une forte et légitime indignation des autorités arméniennes, dans un contexte de débuts de pourparlers où la volonté d'apaisement semble loin d'être partagée. Mardi soir, le président du conseil de l'Europe, Charles Michel, sans explicitement donner raison à l'Arménie, a toutefois clairement démenti les allégations du maitre de Bakou.

Par Olivier Merlet

La réaction d'Erevan a été vive suite aux déclarations du président azerbaïdjanais le 27 mai dernier. En visite symbolique dans une colonie pilote du district de Zangilan à 25 kilomètres de Kapan, chef-lieu de la Province du Syunik, Ilham Aliyev, à l'occasion de la fête nationale azerbaidjanaise, s'est en effet laisser aller à un discours plutôt inattendu après avoir échangé sur la paix au sommet de Bruxelles moins d'une semaine plus tôt.

« Nous dictons l'ordre du jour. À quel motif ? Bien sûr, au motif des conséquences de la guerre. Parce que nous sommes un État victorieux, parce que l'Arménie est un État vaincu. C'est une réalité que tout le monde devrait accepter. Bien sûr, ce facteur est au premier plan lors des contacts azerbaïdjanais-arméniens. »

Sans doute galvanisés par la commémoration de l'indépendance azerbaïdjanaise de 1921, les propos du président Aliyev ont résonné d'inquiétants accents nationalistes et franchement belliqueux à l'égard de l'Arménie. Profitant opportunément des manifestations des partis d'opposition qui ont perturbé la capitale ces dernières semaines, Aliyev a même lancé à l'intention des deuxième et troisième présidents qu': « ils pensent que s'ils étaient au pouvoir, l'issue de la guerre aurait été différente. Absolument pas ! Au contraire, s'ils ne veulent pas qu'on leur écrase à nouveau la tête, ils doivent s'asseoir et ne pas regarder dans cette direction. […] Qu'ils voient notre force et en tirent les conséquences. »

Enchainant attaques violentes et contre-vérités, le président azerbaidjanais, dans une rhétorique emportée, a surtout exclu toute négociation avec l'Arménie sur le statut du Karabakh, affirmant qu'Erevan y avait elle-même renoncé et que la réunion de Bruxelles démontrait que « le "Haut-Karabakh" était absent du lexique des organisations internationales », l'Arménie doit accepter « une réalité que le monde entier reconnaît ». Deux jours plus tôt, s'exprimant à propos de cette même réunion, Nikol Pashinyan avait indiqué que les deux parties continuaient d'être en désaccord sur l'ordre du jour des discussions sur le processus de paix

Évoquant enfin l'ouverture des voies de communication traversant le sud du territoire arménien dans la province du Syunik, entre Bakou et le Nakhitchevan, Aliyev a de nouveau fait référence au Zangezur comme à une terre dont « tous les lieux, tous les villages sur le territoire de l'Arménie actuelle, et à son est, et à son ouest, ont appartenu au peuple Azerbaïdjanais».

« Les aspirations vers le territoire souverain du pays voisin et le recours à la force pour atteindre ces objectifs ne sont rien d'autre qu'un mépris des normes du droit international, ce qui remet sérieusement en question la sincérité des intentions de l'Azerbaïdjan de parvenir à la paix dans la région », a répondu le ministère des Affaires étrangères arménien dans un communiqué du 28 mai, appelant les dirigeants azerbaidjanais à « ne pas torpiller les discussions menées dans les formats existants par une rhétorique belliciste et expansionniste ». Rappellant que pour elles, le mandat international du Groupe de Minsk continuait toujours « d'exister bel et bien », les autorités arméniennes ont réaffirmé leur position de principe, « à savoir que les négociations sur la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan devraient [...] aborder l'ensemble des questions, y compris le règlement définitif du conflit du Haut-Karabakh ».

Dans la soirée de ce mardi, Charles Michel, par la voix de son bureau de presse, publiait à son tour un communiqué, niant avoir préconisé le retour du Haut-Karabakh sous le régime azerbaïdjanais lors de la réunion trilatérale de Bruxelles le 22 mai et confirmant les affirmations de l'Arménie rejetant l'idée d'ouvrir un corridor terrestre permanent qui relierait l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan.

Soulignant que « la terminologie est particulièrement sensible dans ce contexte », Charles Michel a clairement fait valoir que sa déclaration « sur les résultats de la réunion des dirigeants du 22 mai ne devrait pas être interprétée comme

favorisant un résultat prédéterminé des discussions dans un sens ou dans l'autre ». Il a par ailleurs formellement reconnu « l'absence de revendications extraterritoriales en ce qui concerne les futures infrastructures de transport » déplorant que « toute supposition contraire est regrettable».

« En fin de compte, conclut-il, ce qui importe le plus, c'est que toutes les questions soient abordées de manière exhaustive, notamment les droits et la sécurité de toutes les populations. Il est nécessaire de préparer les populations à la paix et d'insister sur le rôle primordial que jouent les déclarations publiques à cet égard ».

4.Le Courrier d'Erevan

6 juin 2022

Convocation extraordinaire de l'Assemblée nationale, Lavrov à Erevan… après Ankara (courrier.am)

Convocation extraordinaire de l'Assemblée nationale, Lavrov à Erevan… après Ankara

Sur demande du gouvernement, l'Assemblée nationale convoque les députés à une séance spéciale le jeudi 9 juin. Le lendemain, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, est attendu à Erevan en provenance d'Ankara. Il est prévu qu'il s'entretienne avec le président turc sur les questions d'actualité internationale et notamment sur la situation au Nagorny-Karabakh. Des annonces à attendre ?

Cette convocation intervient dans un double contexte : celui des négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan tout d'abord, à propos de la démarcation des frontières et le déblocage des voies de communication dans le sud du pays. Une nouvelle réunion a eu lieu vendredi 3 juin à Moscou entre Mher Grigoryan et Shahin Mustafayev, les présidents des Commissions spécialement créées à cette

fin, sous l'arbitrage d'Alexeï Overchuk , vice-Premier ministre de la fédération de Russie. Bien peu d'éléments n'ont encore une fois filtré de cette rencontre, les parties indiquant néanmoins qu'elles continuaient de préciser leur approche des différents sujets : la remise en service de la ligne ferroviaire et l'ouverture d'un axe routier ainsi que leur administration.

Dans le même temps, Sergei Lavrov a confirmé sa venue à Erevan le 10 juin pour participer à la réunion du sommet de l'OTSC dont l'Arménie est cette année présidente. L'organisation devrait a cette occasion ratifier son plan de défense et de sécurité pour les deux années à venir**.** Mais ce n'est pas de Mosou que viendra le ministre russe des Affaires étrangères. La veille, il devrait rencontrer à Ankara le président turc Rexep Ayip Erdogan avec lequel il compte échanger sur le resserrement de la coopération bilatérale entre les deux puissances régionales et les questions d'actualité, notamment celles liées à la situation du Haut-Karabakh, indique le communiqué du ministère russe. Il est également à noter que Jeyhun Bayramov, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères est également attendu dans la capitale turque ce lundi 6 juin à l'invitation son homologue turc Mevlüt Çavuşoğlu.

5.Le Courrier d'Erevan

3 juin 2022

Les autorités du Karabakh suggérent à l'UE de ne pas intervenir dans le processus de paix (courrier.am)

Les autorités du Karabakh suggèrent à l'UE de ne pas intervenir dans le processus de paix

_« *L'Union européenne ne devrait pas s'engager dans le règlement du conflit dans le Haut-Karabagh* **», a déclaré dans une interview à RIA Novosti, le**

ministre d'État de la République autoproclamée d'Artsakh, Artak Beglaryan.

« *Compte tenu de la pertinence du format de la coprésidence du groupe de Minsk et du rôle de la mission russe de maintien de la paix, nous pensons que la question du règlement du conflit du Karabakh ne doit pas faire l'objet de négociations avec l'union Européenne* »

Artak Beglaryan a souligné que le dialogue est nécessaire, mais « n*e doit pas interférer avec les relations actuellement compliquées entre la Russie et l'Occident* », rappelant le format internationalement reconnu du groupe de Minsk en charge de la résolution du conflit.

Par ailleurs, selon le ministre d'État, le maintien de soldats de la paix russes dans la région est nécessaire, l'Azerbaïdjan se refusant à prendre en compte « *les trois principes clairs proposés par les médiateurs internationaux : l'intégrité territoriale, le droit des peuples à l'autodétermination et le non-recours à la force* ». Artak Beglaryan ne voit pas de règlement du conflit dans un avenir proche car les positions entre l'Artsakh et l'Azerbaïdjan sont « *diamétralement opposées* » notant qu'à ses yeux, l'Azerbaïdjan en fait une question de « *prestige et d'ambition »,* lorsque pour le peuple du Karabakh, « *c'est une question de vie ou de mort, celle de sa propre existence et de la justice historique* ».

6.Le Courrier d'Erevan

1 juin 2022

Le Président arménien et le Premier ministre géorgien soulignent la nécessité d'établir une paix durable dans la region (courrier.am)

Le Président arménien et le Premier ministre géorgien

soulignent la nécessité d'établir une paix durable dans la région

Hier, dans le cadre de sa visite officielle en Géorgie, le Président de la République d'Arménie Vahagn Khachatourian a rencontré le Premier ministre de Géorgie Irakli Garibashvili.

Comme ARMENPRESS a été informé par le Bureau du Président de l'Arménie, les questions liées au renforcement de la coopération interétatique ancrée sur une base historique solide dans de nouvelles directions ont été abordées lors de la réunion.

La coopération étroite et l'activation des contacts entre les différents départements de l'Arménie et de la Géorgie ont été soulignées. La nécessité d'établir rapidement une paix durable dans la région, dans l'intérêt des peuples des deux pays, a été soulignée.

Les parties ont discuté du développement futur des relations arméno-géorgiennes, ainsi que des processus qui se déroulent dans la région et sur la scène internationale.

7.Nouvelles d’Arménie Magazine

7 juin 2022

Pas de déficit de blé en Arménie, l’interdiction d’importer du blé de Russie a (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Pas de déficit de blé en Arménie, l’interdiction d’importer du blé de

Russie a été levée

L'Arménie a résolu les problèmes d'approvisionnement en céréales de la Russie. De plus, l'interdiction temporaire d'exporter des céréales de Russie ne s'applique plus à l'Arménie.
Il n'y aura pas de déficit en Arménie, l'interdiction d'importer du blé de Russie étant levé indique le ministère arménien de l'Economie en réponse à une demande écrite de Sputnik Armenia.

« La question de la restriction des exportations de céréales de la Russie vers les États membres de l'Union Economique Euroasiatique (UEE) a été discutée sur la plate-forme de l'UEE par le ministère de l'Économie de la République d'Arménie, qui a été résolue. Cette restriction a été levée pour l'Arménie » indique la réponse du ministère arménien de l'Economie.
Ce dernier assure que l'approvisionnement en céréales de l'Arménie est continu. Le ministère de l'Économie exclut la pénurie de blé et autres céréales en Arménie dans un avenir proche.
Dans le même temps, le ministère a rappelé que les importateurs sont confrontés à certains problèmes. Par exemple, en raison des longues files d'attente de camions au poste de contrôle de Verin Lars à la frontière russo-géorgienne, en raison de la capacité limitée du poste de contrôle douanier. Un autre problème est la recherche de nouveaux fournisseurs pour l'importation de marchandises qui étaient auparavant importées en Arménie depuis l'Ukraine.

Selon les données officielles, au cours des cinq dernières années, l'Arménie a importé chaque année 369 200 tonnes de céréales de Russie, dont 291 400 tonnes de blé, 21 500 tonnes d'orge et 56 300 tonnes de maïs.
À cela, la demande annuelle moyenne de céréales en Arménie est de 527 000 tonnes, dont blé 385 000 tonnes, orge 70 000 tonnes, maïs 72 000 tonnes. Sur le total de 367 900 tonnes de céréales importées en Arménie en 2021, 359 700 tonnes, soit environ 97,8 %, sont originaires de la Russie. La part du blé dans celui-ci est de 268 100 tonnes, l'orge 34 400 tonnes, le maïs 57 200 tonnes.
Le ministère arménien de l'Économie a précisé qu'en 2022, il est prévu d'importer 295 000 tonnes de blé, 33 000 tonnes d'orge et 68 000 tonnes de maïs. Du début de l'année au 27 mai, l'Arménie a déjà importé 100 000 tonnes de blé, 17 000 tonnes d'orge et 32 000 tonnes de maïs de Russie.
Le blé est importé principalement de Russie, une petite partie d'Ukraine, de

Biélorussie et du Kazakhstan. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

8.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 juin 2022

Moscou fait état de progrès dans les discussions arméno-azéries sur la (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Moscou fait état de progrès dans les discussions arméno-azéries sur la réouverture des axes de transport

Alors que le représentant de l'Union européenne pour le Sud Caucase, Toivo Klaar, effectuait vendredi 3 juin une visite à Erevan où il confirmait le rôle majeur qu'entend jouer l'Europe dans le processus de paix arméno-azéri, tout en récusant toute intention d'en évincer la Russie, celle-ci réaffirmait son statut d'arbitre, contesté depuis la guerre qu'elle a engagée en Ukraine, en organisant une rencontre arméno-azérie sur la réouverture des axes de transport régionaux, dans le prolongement de l'accord de cessez-le-feu négocié par le Kremlin le 9 novembre 2020 qui mit fin à la guerre du Karabagh. Une commission trilatérale russo-arméno-azérie en charge de ce volet des négociations se réunissait à Moscou vendredi en fin de journée pour la première fois depuis six mois et les discussions auraient permis d'aplanir certaines divergences entre les parties en conflit, selon la Russie, qui se félicitait ce week end du déroulement de la rencontre. "Les parties ont discuté en vue de rapprocher leurs positions sur les questions de frontières, douanes et autres types de contrôle, ainsi que sur les garanties de sécurité pour le passage des biens et des personnes sur les routes et voies ferrées à travers les territoires de la République d'Azerbaïdjan et de la République d'Arménie", a indiqué le gouvernement dans un communiqué, qui n'a

pourtant fourni aucun détails de la réunion présidée par les vice-premiers ministres des trois Etats. Il indique que les parties “continueront à œuvrer à l’application” des arrangements arméno-azéris prévus par l’accord arraché par le président russe Vladimir Poutine aux belligérants. Le gouvernement arménien a publié un communiqué sensiblement de la même teneur à l’issue de la rencontre. Poutine, Nikol Pachinian et Ilham Aliyev avaient fait état de progrès significatifs sur la question de l’ouverture de la frontière arméno-azérie à la circulation des passagers et des marchandises à l’issue de leur dernière rencontre dans la ville russe de Sotchi en novembre 2021. Mais la commission trilatérale n’avait pas été en mesure de concrétiser ces arrangements lors d’une réunion à Moscou en décembre et la guerre lancée le 24 février par Poutine en Ukraine n’a pas créé un climat propice à la poursuite des pourparlers. Erevan et Bakou restent en désaccord sur le statut de l’axe routier et ferroviaire qui reliera l’Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via le sud de l’Arménie. Aliev avait ainsi réaffirmé en décembre que les biens et les personnes empruntant ce “corridor” devraient être exemptés de contrôle douanier arménien, une exigence rejetée par Pachinian. Si sur le fond, les avancées de cette rencontre semblent plutôt vagues, sa tenue même revêt une importance non négligeable pour la Russie, qui montre ainsi qu’elle reste active dans un processus de paix au Sud Caucase dont elle accuse les Occidentaux de vouloir l’évincer. Au lendemain du deuxième sommet Aliev-Pachinian à Bruxelles sous l’égide de l’UE le 6 avril, Moscou, tout en accusant les Européens de vouloir reprendre à leur compte le processus de paix initié par les Russes au Karabagh, déployait tous ses efforts pour relancer les activités de la commission trilatérale russo-arméno-azérie. Malgré deux sommets Aliev-Pachinian réunis le 6 avril et le 22 mai par le président du Conseil européen Charles Michel à Bruxelles, les efforts européens ne semblent avoir été guère plus concluants, d’autant que les discussions ont donné lieu à des interprétations différentes à Bakou et à Erevan. A l’issue du dernier sommet, Aliev persistait ainsi à affirmer que Erevan était disposé à ouvrir un corridor permanent entre le Nakhitchevan et le reste de l’Azerbaïdjan, ce que les autorités arméniennes ont aussitôt démenti. Un porte-parole de Michel, de la même manière, déclarait la semaine dernière que les leaders arménien et azerbaïdjanais seraient tombés d’accord à Bruxelles sur le fait qu’il n’y aura plus de “revendications de nature extraterritoriale concernant les futures infrastructures de transport.”

9.Nouvelles d’Arménie Magazine

7 juin 2022

Impossible de parvenir à un règlement sans tenir compte de l’avis des (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Impossible de parvenir à un règlement sans tenir compte de l’avis des Arméniens du Karabakh

Il est impossible de parvenir à un règlement sans tenir compte de l’opinion des Arméniens du Karabakh, rapporte ARMENPRESS, le représentant spécial de l’UE pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, Toivo Klaar, a déclaré lors d’une conversation avec le service arménien de RFE/RL, répondant à la question de savoir si le président du Conseil européen Charles Michel voulait dire la participation des Arméniens vivant au Haut-Karabakh lorsqu’il a déclaré après la réunion trilatérale à Bruxelles que pour une paix durable et juste, il devrait y avoir une discussion sur toutes les questions clés avec la participation de toutes les parties prenantes.

« Je pense qu’après tout, les Arméniens du Karabakh sont, bien sûr, une partie qui doit participer à la solution, quel que soit le format. Et il est très clair que le peuple du Karabakh a un intérêt fondamental à parvenir à un règlement global. . Personnellement, je ne vois pas comment on peut parvenir à un tel règlement sans tenir compte de l’opinion et du point de vue de ces personnes », a-t-il déclaré.

Cependant, après la rencontre Nikol Pashinyan – Ilham Aliyev, Charles Michel n’a parlé que des droits des Arméniens de souche au Karabakh, sans rien mentionner de leur futur statut, ce qui a suscité des inquiétudes en Arménie et au Haut-Karabakh.

"Je pense qu’en fin de compte, la question est que cela devrait être un règlement global. Et nous savons tous comment le conflit a commencé, il doit être définitivement clos. Le président Michel n’a pas mentionné grand-chose dans sa

déclaration. Ce n’était pas une déclaration qui couvert toutes les questions qui doivent être traitées. Mais le fait est que nous avons toujours souligné qu’un règlement global du conflit est nécessaire, nous travaillons dans cette direction.

À Erevan, Toivo Klaar a rencontré le Premier ministre Nikol Pashinyan, le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan, le secrétaire du Conseil de sécurité Armen Grigoryan et le vice-président de l’Assemblée nationale Ruben Rubinyan. Le haut responsable européen doit également se rendre à Bakou dans un proche avenir.

Toivo Klaar reçoit des messages généralement positifs des deux capitales.

« Le message que j’ai reçu est que la réunion des dirigeants à Bruxelles il y a quelques semaines a donné des résultats concrets. Nous avons eu la première réunion des commissions des frontières. Ensuite, à Moscou, une réunion a eu lieu entre les vice-premiers ministres pour discuter de l’ouverture de canaux de communication, dont les dirigeants avaient discuté à Bruxelles. Nous sommes très enthousiastes. La réponse de Bakou est que l’évaluation de la réunion de Bruxelles et de son déroulement ultérieur est positive. Il y a donc une dynamique assez positive. Et je pense que cela peut être développé ».

Sur le statut incertain du Haut-Karabakh, Toivo Klaar dit que la chose la plus importante maintenant est d’essayer de faire avancer le processus, répondant à l’observation selon laquelle alors qu’Erevan parle du groupe de Minsk, Bakou insiste sur le fait que la question du Karabakh est close et que le Le format des coprésidents peut être dissous.

« L’Union européenne ne prétend avoir aucun droit d’auteur sur quoi que ce soit. Nous sommes intéressés à voir des progrès et à les soutenir, je pense que c’est ce que le président Michel a pu réaliser à travers ses trois réunions avec les dirigeants, ainsi qu’à travers sa rencontre avec les présidents Macron, Aliyev et le Premier ministre Pashinyan. Et c’est ce que nous voulons faire », a déclaré le diplomate, rappelant d’autres plateformes existantes, notamment les réunions trilatérales au plus haut niveau à Moscou et la Commission sur le déblocage des infrastructures présidée par les vice-Premiers ministres. a rétabli ses sessions. »C’est formidable, c’est formidable si cela nous mène dans la bonne direction. Ainsi, le seul intérêt de l’Union européenne est d’aider le processus et de parvenir à un règlement global et durable."

10.Nouvelles d'Arménie Magazine

31 mai 2022

En visite à Erevan, le représentant spécial de l'UE pour le Sud Caucase précise (…) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

En visite à Erevan, le représentant spécial de l'UE pour le Sud Caucase précise que l'Europe n'est pas en concurrence avec la Russie dans le processus de paix du Karabagh

Nuançant les propos d'un représentant de l'Union européenne qui avait déclaré vendredi 2 juin sous couvert de l'anonymat, que l'Europe s'était substituée à la Russie dans le processus de règlement du conflit du Haut Karabagh, le représentant spécial de l'UE pour le Sud Caucase a tenu à préciser lundi, lors d'une visite à Erevan, que les Européens ne cherchaient pas à concurrencer la Russie dans ses efforts en vue de parvenir à un « règlement global » du conflit du Karabagh. Les déclarations de Toivo Klaar résonnent comme une mise au point après les propos catégoriques de l'autre officiel de l'UE, qui accréditait l'approche russe exprimée dès le 8 avril par le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov, qui avait, lors d'une conférence de presse à Moscou aux côtés de son homologue arménien Ararat Mirzoïan, accusé les Occidentaux de ne plus vouloir collaborer avec la Russie sur la question du Karabagh dans le format en vigueur depuis 1997 du Groupe de Minsk de l'OSCE, et de vouloir reprendre la main dans le processus de paix dont la Russie se pose comme l'arbitre. S'exprimant deux jours après le sommet réunissant le premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azéri Ilham Aliev, sous l'égide du

président du Conseil européen Charles Michel le 2 avril à Bruxelles, Lavrov avait dans le même temps accusé les Occidentaux, en l'occurrence les Européens, de laisser leur animosité à l'encontre de la Russie depuis le lancement de la guerre en Ukraine, sur les intérêts de l'Arménie et plus généralement du Sud Caucase. S'il s'était gardé de donner raison au chef de la diplomatie russe sur ce dernier point, le responsable européen avait clairement fait état de la volonté de l'Europe d'écarter la Russie du processus de règlement du conflit du Karabagh et à terme, du Sud Caucase, l'UE ayant remplacé selon lui la Russie dans le rôle de médiateur international majeur visant à engager l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le chemin de la paix. Il en voulait pour preuve la célérité de Erevan comme de Bakou à prendre la main tendue par l'Europe, la guerre en Ukraine leur ayant fait réaliser la menace que représenterait la Russie. "L'Union européenne n'est engagée dans aucune sorte de compétition", a indiqué Klaar, cité par le Service arménien de RFE/RL, en ajoutant : "Nous nous soucions uniquement d'aider à faire avancer le processus". "S'il y a d'autres acteurs, qui sont en mesure d'aider à faire avancer les choses, alors nous en serions ravis", a précisé le responsable européen avec une feinte candeur, en ajoutant : "Nous savons que la Fédération de Russie a contribué à différentes rencontres [arméno-azéries] » et tout récemment encore à une réunion au niveau des vice-premiers ministres. « Aussi, de notre point de vue, il n'y a certainement pas concurrence, il n'y a aucun intérêt à quelque compétition. Nous sommes simplement intéressés par un Sud Caucase pacifique et prospère", a poursuivi le représentant européen, dont la mise au point tendait à confirmer que si la collaboration n'est plus possible entre Européens et Russes, au Sud Caucase comme ailleurs, des processus symétriques restent possibles, si tant est qu'ils servent les intérêts de la paix. Il est vrai que Klaar pouvait difficilement prononcer l'acte de décès du Groupe de Minsk de l'OSCE, comme l'avait fait ostensiblement le représentant anonyme de l'UE, alors que Pachinian, qu'il rencontrait vendredi à Erevan, plaidait une nouvelle fois en faveur de la reprise des activités de la troïka -Etats-Unis, France, Russie- coprésidant le Groupe de Minsk, en vue d'un règlement du conflit du Karabagh, qu'il avait sollicitée en vain pour parrainer les pourparlers de paix avec l'Azerbaïdjan quand celui-ci lui avait présenté, en mars, son plan en cinq points censé servir de socle à un futur traité de paix. Pachinian avait évoqué le sujet mercredi lors d'un entretien téléphonique avec Poutine, qui affiche, on s'en doute, une position nettement moins hostile au format de Minsk, et désigne les Occidentaux comme responsables de la rupture du processus de dialogue engagé en 1992. Un ton quelque peu condescendant néanmoins, qui ne devrait pas être

du goût du Kremlin, qui ne manque jamais une occasion de rappeler qu'il reste le principal arbitre sur le terrain, comme le montre le contingent de soldats de la paix russes déployés dans le Karabagh en vertu des termes de l'accord de cessez-le-feu arméno-azéri du 9 novembre 2020 sous l'égide du président russe Vladimir Poutine qui avait mis un terme à six semaines de guerre au Karabagh. Le président du conseil de l'UE, Charles Michel, a réuni à trois reprises en sommet Nikol Pachinian et Ilham Aliyev depuis le 14 décembre 2021 à Bruxelles, alors que Poutine n'a pas réuni les deux leaders des pays ennemis du Sud Caucase depuis le sommet du 26 novembre 2021 à Sotchi. La Russie, qui s'était montrée plutôt conciliante au lendemain du sommet de Bruxelles de décembre, n'a pas apprécié les efforts redoublés depuis par l'Europe en vue d'arbitrer le processus de négociations arméno-azéri, à la faveur de deux rencontres Pachinian-Aliev le 6 avril et le 22 mai à Bruxelles. Moscou l'a fait savoir en dénonçant ouvertement les efforts de médiation de l'UE comme des manœuvres visant à torpiller et détourner à son profit les pourparlers de paix arméno-azeris initiés par Moscou et à utiliser le conflit du Karabagh comme levier dans le bras de fer engagé contre la Russie au sujet de l'Ukraine. La porte-parole du ministère russe des affaires étrangères a ainsi mis en garde Bruxelles la semaine dernière contre toute tentation de jouer des "jeux géopolitiques" dans la zone du conflit. Les efforts de paix de l'UE ont aussi suscité de vives critiques des leaders du Karabagh arménien, qui ont exprimé leur colère après les propos de Michel relatifs au dernier sommet arméno-azéri du 22 mai, dans lesquels ils ont vu un soutien explicite au contrôle de l'Azerbaïdjan sur le territoire contesté. Un porte-parole de Michel a jugé utile de préciser que le dirigeant de l'UE n'avait jamais soutenu quelque "conclusion préétablie des discussions" sur l'avenir du Karabagh. Klaar a rencontré Pachinian vendredi à Erevan, a souligné à ce propos que la population majoritairement arménienne du Karabagh devrait être prise en compte dans un accord de paix arméno-azéri. "Il est clair qu'il y a beaucoup de gens vivant au Karabagh pour qui il est fondamental de savoir comment …. sera défini le règlement global", a indiqué le diplomate européen en ajoutant : "Personnellement, je ne vois pas comment on pourra parvenir à un tel règlement sans un processus dans lequel les opinions et positions de ces gens seraient pris en considération"… Une formulation plutôt vague, et qui n'engage effectivement, pour l'instant, que lui !

11.Le Courrier d’Erevan

1 juin 2022

Le Président arménien et le Premier ministre géorgien soulignent la nécessité d'établir une paix durable dans la region (courrier.am)

Le Président arménien et le Premier ministre géorgien soulignent la nécessité d'établir une paix durable dans la region

Hier, dans le cadre de sa visite officielle en Géorgie, le Président de la République d'Arménie Vahagn Khachatourian a rencontré le Premier ministre de Géorgie Irakli Garibashvili.

Comme ARMENPRESS a été informé par le Bureau du Président de l'Arménie, les questions liées au renforcement de la coopération interétatique ancrée sur une base historique solide dans de nouvelles directions ont été abordées lors de la réunion.

La coopération étroite et l'activation des contacts entre les différents départements de l'Arménie et de la Géorgie ont été soulignées. La nécessité d'établir rapidement une paix durable dans la région, dans l'intérêt des peuples des deux pays, a été soulignée.

Les parties ont discuté du développement futur des relations arméno-géorgiennes, ainsi que des processus qui se déroulent dans la région et sur la scène internationale.

12.Le Courrier d’Erevan

7 juin 2022

Du cèdre et de l'abricotier (courrier.am)

Du cèdre et de l'abricotier

Beaucoup de Libanais et de Syriens ont le sentiment d'avoir une double identité, et deux patries, surtout pour ces familles qui y ont trouvé asile au lendemain du génocide. Alors que le Liban s'effondre et que la guerre civile n'en finit plus en Syrie, leurs communautés arméniennes quittent le pays et beaucoup choisissent de rejoindre la seule terre de tous les Arméniens.

Par Yasmina Akar et Luc Alaux

S'ils restent très attachés au pays du cèdre, les Libanais portent l'Arménie dans leur cœur depuis leur naissance. Le Liban et l'Arménie ont d'ailleurs toujours entretenu des liens très étroits. De nombreuses communautés arméniennes ont peuplé le pays durant des décennies, essaimant au gré de leur fortune, vers Anjar dans la plaine de la Bekaa, et surtout à Burj Hammoud, faubourg beyrouthin connu sous le nom de "petite Arménie". Le 4 août 2020, les deux explosions du hangar numéro 12 du port de Beyrouth ravagent le quartier et précipitent l'effondrement économique du pays, en crise depuis de nombreuses années déjà. De nombreux libano-arméniens se résolvent à quitter le pays, beaucoup rejoignent l'Arménie, à la recherche d'un emploi, de confort et de sécurité.

"Honnêtement, je n'ai pas vraiment choisi de quitter le Liban, la situation dans le pays a contraint ma famille à partir à l'étranger. Pour notre propre sécurité...", raconte Hagop, Arménien Libanais de 28 ans. Comme pour de nombreux Libanais, s'installer en Arménie a représenté à la fois une solution et un problème, beaucoup, en effet, ont dû faire face aux difficultés de trouver un logement et un emploi. « L'ambassade d'Arménie était pleine de gens venus faire leurs papiers ». Repat Armenia, une organisation qui aide à l'impatriation dans le pays confirme que le nombre de candidatures reçues en 2020 en provenance du Liban était accablant.

Le pays s'est prononcé en faveur du retour des Libanais, néanmoins, le processus

d'intégration n'est pas si facile. "La maison est là où je pose ma tête, mais honnêtement, je dirais que je ne sais pas si je me sens appartenir à ici. J'ai personnellement rencontré des problèmes avec la langue arménienne orientale. C'est une question de temps, je le sais, mais pour l'instant c'est encore difficile", déclare Hagop. Il poursuit : « Je ne me sens pas intégré ici parce que la culture arménienne elle-même est en train de changer. Toutes ces diasporas venues de l'étranger, du Moyen-Orient, d'Europe ou des États-Unis… Ils viennent soit se réinstaller, soit ouvrir des entreprises. Je pense que ce sera mieux dans le futur car à petits pas, cela change le pays. Pour le meilleur j'espère. Mais encore une fois, il faut du temps, et en ce moment je me sens un peu découragé ».

Le cas des communautés syriennes en Arménie semble différent. Celles d'origine arménienne n'en représenterait finalement qu'une minorité. Elles ne manifestent pas vraiment d'attachement à leur pays ni de désir de retour. Elles se sont installées en Arménie pour travailler, monter leur affaire, certains jeunes pour y étudier, et tous ont fini par rester. « Alors que les générations plus âgées d'Arméniens Syriens continuent à être fortement attachées à la Syrie, cela ne semble pas être le cas pour les plus jeunes. Même s'ils ont vécu près de la moitié de leur vie dans leur patrie, aucun n'exprime le désir de retourner vivre en Syrie » dit Hovsep, jeune Syrien installé en Arménie.

Selon lui, ces jeunes se sentent chez eux en Arménie et s'y trouvent bien, malgré les défis, culturels et linguistiques auxquels ils sont confrontés. Ils y envisagent un avenir meilleur, même si l'Arménie est elle-même confrontée à de nombreux problèmes politiques, économiques et sociaux et n'est pas à l'abri de conflits qui pourraient influencer leur séjour.

Aujourd'hui à Erevan, les restaurants ou les entreprises libanaises et syriennes fleurissent et prospèrent. Elles ont gardé les caractéristiques libanaises et syriennes de leurs créateurs mais s'adaptent de plus en plus à la communauté arménienne et à son mode de vie. Certains se considèrent comme membres de la société arménienne au sens large, tandis que d'autres ne se sentent appartenir ni à l'une ni à l'autre. Hagop remarque : « je ne peux pas dire que je suis Libanais ou Arménien. Je peux simplement dire que je suis un Arménien Libanais, le meilleur des deux mondes ».

Il insiste de même sur l'idée qu'il n'y a pas de caractéristique culturelle ou sociale singulière d'un individu libanais. Les libanais viennent d'horizons très divers, de

par leurs différences ethniques, religieuses ou socio-politiques. Elles se ressentent plutôt dans leur mentalité et leur comportement, chacun se réclamant pourtant de la plus pure tradition libanaise, ce qui ne manque pas, même ici, d'afficher un certain communautariste.

Ceci dit, à qui jeter la pierre ? Les Arméniens non plus ne sont pas unipolaires. On peut facilement reconnaitre un ressortissant de la diaspora d'un Arménien local, et même au sein de la diaspora, les accents, les comportements ou les opinions en témoignent, à l'instar du peuple libanais. Cependant, les Arméniens de la diaspora s'approprient et respectent la culture historique de leur terre d'adoption et partagent une vision commune de ses luttes d'aujourd'hui.

Le Liban, la Syrie et l'Arménie présentent de nombreuses similitudes. Tous ont dû relever de nombreux défis à travers l'histoire, contraignant beaucoup de leurs habitants à vouloir partir à la recherche d'un meilleur endroit où vivre. Ils font de meme tous partie de ces très rares pays dont la diaspora dépasse en nombre la population locale. Les Arméniens du Liban et de Syrie ont encore dû "hériter de la malédiction des deux patries", comme l'indique un article du "Nouvel arabe" écrit par Sami Erchoff. "Ils ont été exilés au Liban et en Syrie il y a cent ans, et maintenant ils sont obligés d'émigrer en Arménie, laissant à chaque fois derrière eux une partie de leur âme.

Hagop précise même: « J'ai l'impression que les Arméniens sont plus connectés à leur pays que les Libanais ne le sont au leur, mais je suppose que la raison derrière cela c'est le niveau d'espoir, devenu infime au Liban. Et probablement qu'une véritable identité et cause commune libanaise n'a jamais existé dans la réalité, contrairement à l'Arménie", explique-t-il.

Avoir des gens qui viennent du Liban et de la Syrie est évidemment bénéfique, pas seulement pour ces nouveaux arrivants, pour l'Arménie aussi . La question de l'identité n'est pas simple à définir, ni même à comprendre. Tout le monde la perçoit et l'explique différemment, mais c'est elle avant tout qui décide du souhait de rester ici en Arménie, pour de bon, ou de préférer retourner vivre dans des pays comme la Syrie et le Liban qui ont traversé et traversent encore des difficultés majeures. Mais il est vrai que la majorité de ces personnes font davantage partie de l'ancienne génération que des nouvelles. Les jeunes recherchent simplement un endroit sûr où bénéficier d'une bonne éducation, d'un environnement de travail favorable où ils peuvent échanger avec le reste du

monde en profitant du calme et de la sérénité.

Pour Hagop, c'est l'endroit où il vit qui détermine sa propre identité. Comme lui, la relation des peuples à la terre et à ses habitants définit sans doute l'identité sociale et culturelle de tout un chacun, indépendamment de l'origine ethnique ou religieuse. Est-ce si facile de s'intégrer en Arménie ? L'origine commune ne fait pas tout, semble dire Hagop, « Cela prend du temps ».

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

7 juin 2022

La plus grande exposition technologique de la région, DigiTec 2022, se (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

La plus grande exposition technologique de la région, DigiTec 2022, se tiendra à Erevan en automne

La plus grande exposition technologique annuelle de la région, DigiTec Expo-2022, se tiendra cette année à Erevan du 30 septembre au 2 octobre, a déclaré aujourd'hui l'organisateur de l'événement, l'Union des entreprises de technologie avancée.
DigiTec Expo est l'événement central des Journées technologiques DigiWeek, qui comprendront diverses manifestations informatiques, faisant participer les participants aux événements technologiques les plus importants en Arménie et dans la région. Cette année, l'exposition comporte une section distincte pour les organisations, programmes et initiatives d'éducation technologique.

Par ailleurs, les 1er et 2 octobre, l'UITE organisera une conférence internationale de deux jours, le Digitec Summit, qui réunira des leaders de la haute technologie

du monde entier. Une série de tables rondes avec des entrepreneurs, des chercheurs et des professionnels de premier plan est prévue. Le thème principal est "Comment les pays en développement ayant de grandes ambitions technologiques peuvent-ils être compétitifs à l'échelle mondiale ?
Dans le cadre de la DigiWeek 22, la Fondation pour la science et la technologie arméniennes (FAST) organisera le Forum mondial de l'innovation 2022 les 5 et 6 octobre.
L'exposition annuelle DigiTec Expo est organisée par l'UATE depuis 2005 pour présenter les réalisations du domaine technologique en Arménie et le potentiel de son développement. L'année dernière, plus de 100 sociétés exposantes et plus de 60 000 visiteurs du monde entier ont participé à DigiTec Expo.

Avec Arka

14.Le Temps

4 juin 2022

La guerre vue d'Ankara: «La Turquie n'a plus rien à perdre» – Le Temps

La guerre vue d'Ankara: «La Turquie n'a plus rien à perdre»

Entre menaces et coups de menton, la Turquie veille à rester au coeur du jeu international, au risque d'irriter ses alliés. Les explications de Murat Önsoy, professeur en science politique

Guerre en Ukraine et corridors maritimes, élargissement de l'OTAN, incursions en Irak et en Syrie, tensions avec le voisin grec, Ankara est très présente sur tous les dossiers régionaux par l'entremise de son président, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003 et candidat l'an prochain à une réélection incertaine. Face à la situation ukrainienne, ce dernier maintient une position ambigüe, entre livraisons d'armes à l'Ukraine et relations commerciales avec la Russie.

Mercredi, le patron de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, est attendu en

Turquie pour discuter notamment de l'établissement de « corridors » en mer Noire pour exporter les céréales ukrainiennes. Cette visite sera la deuxième du ministre des Affaires étrangères russe, après les pourparlers d'Antalya en mars, unique face-à-face à ce jour avec son homologue ukrainien Dmytro Kuleba depuis le début de la guerre. Murat Önsoy, professeur associé en science politique à l'Université de Hacettepe à Ankara, spécialiste de l'histoire turque et des relations de son pays avec l'Europe, analyse le rôle que joue Ankara.

– La Turquie condamne la guerre, mais n'applique pas les sanctions occidentales et garde une neutralité économique. Pourquoi ?

Ce pays a vendu des drones militaires à l'Ukraine, mais il a également une relation très complexe avec la Russie. S'opposer à Moscou poserait de grands problèmes, d'abord d'un point de vue militaire car les Russes contrôlent un bout de la Syrie, mais également en termes de commerce de denrées alimentaires, d'acheminement du gaz et de tourisme.

– La Turquie a-t-elle toujours joué ce rôle ambigu auprès des Occidentaux ?

Non. D'ailleurs sa manière de gérer ses relations géopolitiques est à l'opposé de sa politique étrangère dans les années 1980-1990, moment où la Turquie était ce qu'on appelle une moyenne puissance et faisait partie du bloc européen.

Dans les années 2000, un nouveau groupe de pays a émergé, parmi lesquels le Brésil, l'Inde et la Turquie. Bien qu'ils soient très différents les uns des autres, on retrouve dans leurs politiques certains schémas : la déstabilisation du système international, l'opposition aux grandes puissances et la recherche de statut. Les actions de la Turquie s'inscrivent dans cette dynamique.

– Combien de temps le pays pourra-t-il poursuivre dans son approche multilatéraliste ?

Le rôle de la Turquie comme intermédiaire entre l'Ukraine et la Russie est important pour l'Occident : en mars, les délégations des deux pays se sont rencontrées à Antalya. Même si les Etats-Unis devaient faire pression sur la Turquie et imposer des sanctions, je ne suis pas convaincu que le pays prendrait davantage position. Les Américains imposent déjà beaucoup de sanctions à la Turquie ; ça ne peut pas vraiment empirer. De plus, Ankara n'a pas été entendue lorsque, au cours des trois dernières années, elle a exprimé sa déception vis-à-vis

de l'OTAN et de l'Union européenne. Aujourd'hui, elle n'a plus rien à perdre : l'OTAN ne peut pas facilement se débarrasser de la Turquie, et ses relations avec l'UE ne peuvent pas être pires. Alors que ce n'était pas le cas auparavant, les nouvelles générations ont déjà accepté qu'ils ne fassent pas partie de l'Europe.

– Pourquoi la Turquie a-t-elle réagi si fortement à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN ?

Elle s'est montrée catégorique, mais difficile de savoir jusqu'à quand elle pourra continuer à maintenir cette position. C'est pour cela que la diplomatie existe. Mais la Turquie a un vrai problème d'image. Elle a réellement souffert d'organisations terroristes telles que le PKK, que la Suède soutient financièrement et légalement, mais elle n'arrive pas à le prouver, car elle n'est pas exemplaire en matière de respect des droits de l'homme. Vous pouvez avoir raison tant que vous voulez, mais si vous n'arrivez pas à le prouver, cela ne sert à rien.

En même temps, l'Europe est prise dans un vortex dans lequel la guerre en Ukraine représente la liberté et Zelensky, un héros. Le renvoi du chef d'orchestre Valery Gergiev de toutes les scènes européennes pour ne pas avoir condamné Poutine ne devrait pas avoir lieu en Europe, ce continent qui prétend détenir un système de valeurs basé sur la liberté et le droit.

– Quelle est l'issue pour la Turquie alors ?

Nous faisons face à un conflit social et à une guerre par procuration. Je ne pense pas qu'elle prendra fin de sitôt : le gouvernement russe a même annoncé qu'il avait des plans pour les Balkans. Peut-être qu'à mesure que le conflit affaiblit l'économie mondiale, des pays plus forts qui n'ont pas encore entrepris d'action comme la Chine voudront y mettre fin. Jusqu'à maintenant, l'Europe a toujours toléré la Turquie, car Erdogan est un gardien stratégique. Le pays est une « stabilitocratie ». Il n'est pas parfait, mais il garantit une certaine stabilité, comme lors de la crise migratoire syrienne en 2015.

La guerre rebat aussi beaucoup de cartes. En Syrie, l'armée russe se retire et l'Iran prend sa place. En parallèle de tout cela, les Etats-Unis applaudissent le discours du premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, lorsqu'il déclare qu'il n'y aura jamais une solution à deux Etats pour Chypre. Ce sont des développements très importants. La Grèce devient de plus en plus active, elle achète des F-35 aux

Etats-Unis et la Turquie voudra évidemment rééquilibrer la situation dans la région égéenne. Elle est devenue une puissance mondiale qui aime être applaudie par ses pairs.

15.Le Point

27 mai 2022

Architecture – À Dallas, un voyage en Arménie – Le Point

Architecture – À Dallas, un voyage en Arménie

Le New-Yorkais David Hotson (agence AIA) signe, à Carrollton, au Texas, l'église arménienne Saint Sarkis, véritable osmose entre passé et présent.

À Carrollton, sous le soleil texan, l'église arménienne Saint Sarkis a accueilli le 24 avril ses premiers fidèles. La singularité de son architecture sans frontières, merveilleuse osmose entre passé et présent ? Des formes héritées en droite ligne de Sainte Hripsimé, église chrétienne orthodoxe d'Erevan, la capitale moderne de l'Arménie, mais aussi l'emploi d'une innovation technologique numérique dernier cri : une croix arménienne traditionnelle, un « arbre de vie » dont les motifs géométriques et botaniques proviennent de 1,5 million de pixels, générés par un script informatique afin que chaque minuscule icône soit unique. Tels des flocons de neige, chaque pixel représente l'un des 1,5 million d'individus qui ont péri lors du génocide arménien de 1915.